a de la chance. En outre, pour exploiter ce quart de section, le cultivateur devra acheter pour \$5,000 ou \$6,000 de matériel, ce qui revient à dire que pour obtenir un prêt de \$5,000, il doit contracter une dette d'environ \$16,000 parce que la Société du crédit agricole exige que son entreprise soit rentable. Ce n'est pas la bonne façon d'aborder le problème de l'aide à l'agriculture. Il faudrait aller au plus pressant. Ce sont les agriculteurs qui exploitent de petites fermes familiales ou des quarts de section, qui ont besoin d'aide. Dans certains cas, ils ne désirent peut-être pas accroître leur ferme parce qu'ils se font vieux et n'ont pas de famille. Autrement dit, la plupart du temps, ces cultivateurs ne sont plus des jeunes gens de vingt ans et ils n'ont personne à qui léguer leur ferme. Ils veulent tout simplement organiser leur terre de manière à pouvoir l'exploiter seuls, d'une manière économique.

Comme les personnes de ce genre ne peuvent obtenir de l'aide, on devrait inclure des dispositions appropriées dans la mesure. Le projet de loi tend à accroître le montant des prêts aux agriculteurs canadiens. C'est excellent mais, à mon avis, il faudrait qu'une personne ait une très grande ferme pour emprunter jusqu'à \$55,000 et réaliser quand même des bénéfices. Je ne pense pas qu'une ferme puisse porter le fardeau d'un emprunt d'une telle importance, à moins qu'elle ne comprenne au moins deux sections et demie, environ 1,600 acres. Il semble que l'idée de cette mesure soit de rendre le cultivateur riche à coup d'emprunts, mais la chose est impossible. J'estime que, dans la majorité des cas, \$55,000 est une somme trop importante surtout si le taux d'intérêt sur les montants excédant \$20,000 doit être fixé à 6½ p. 100 ou 7 p. 100. Tout le profit qu'un cultivateur pourrait réaliser en un an serait absorbé par l'intérêt qu'il devrait verser sur un emprunt de cette importance.

J'engage donc le ministre à faire inscrire dans ces modifications une clause touchant le petit cultivateur, dont les terres ne comprennent qu'un quart de section. J'estime qu'il devrait aussi rendre obligatoire le taux d'intérêt de 5 p. 100, quel que soit le montant de l'emprunt. Un taux d'intérêt de 6½ p. 100 est trop onéreux pour toute entreprise agricole. Je tiens à signaler au ministre que plus on accordera de prêts de \$55,000, plus les cultivateurs devront payer d'intérêts et nous nous apercevrons que l'exode rural s'accroîtra. Ceux qui quittent la terre sont pour la plupart de petits exploitants qui ne peuvent obtenir d'aide. Les conditions existantes les empêchent de rivaliser avec les gros exploitants. Ces modifications seraient beaucoup plus utiles si elles pouvaient s'appliquer aux exploitants d'un quart de section.

J'ai dit que mes remarques seraient brèves et si j'ai des observations à faire au sujet des autres articles du bill, je les ferai je pense, au fur et à mesure que les articles seront étudiés par le comité.

M. Horner (Acadia): J'ai quelques autres questions à poser avant que nous adoptions le premier article. Je ne suis pas encore convaincu que la Société du crédit agricole devrait consentir des prêts considérables. Je me demande si les modifications portant les prêts à \$40,000 ou à \$55,000 n'entraîneront pas une hausse exagérée des terres agricoles. J'aimerais que le ministre me donne quelque idée du rapport existant entre le prix des terres et le prêt. J'estime que, dans certains cas, cela s'élève peut-être à 50 p. 100 du prix courant des terres dans l'Ouest canadien. J'aimerais que le ministre apporte une rectification si je fais erreur. J'en juge d'après ce que j'ai vu dans certaines régions où la Société du crédit agricole a consenti des prêts.

Si mon hypothèse est fondée, j'estime alors qu'une personne qui demande un prêt de \$40,000 achèterait une entreprise agricole coûtant de \$80,000 à \$100,000. Il est alors permis de se demander où l'acheteur éventuel obtiendrait les autres \$40,000 ou \$50,000 dont il aura besoin après avoir emprunté \$55,000 aux termes de la partie III de la loi. J'en reviens à la conclusion que ces dispositions visent à aider directement les grosses entreprises agricoles qui disposent déjà de \$50,000 et qui s'adressent à la Société du crédit agricole pour obtenir les \$40,000 ou \$50,000 supplémentaires qu'il leur faut.

J'aimerais rectifier ici toute fausse impression que le ministre peut avoir si j'en juge par la déclaration qu'il a faite hier lorsqu'il a dit que j'avais beaucoup de terrains dans la circonscription de Hanna. Cette circonscription se trouve à l'est de Calgary, à quelque 200 milles des montagnes Rocheuses. On en parle souvent comme la région aride de l'Alberta. Durant les années 30, les cultivateurs ont été déplacés de cette région aux frais du gouvernement. Une grande partie de cette terre a été labourée pendant un certain temps, mais on y laisse maintenant pousser l'herbe. Dans une certaine mesure, cette région est un peu moins évoluée que le reste de la province d'Alberta. Celui qui, dans cette région, ne possède pas une grande superficie de terrains ne peut survivre parce qu'il faut au moins 50 acres pour nourrir une seule vache. J'ignore si le ministre était bien au courant du fait que la plupart des habitants de la région d'Hanna doivent obtenir un prêt provincial assez élevé pour pouvoir élever un troupeau raisonnable. Je mentionne la chose pour qu'elle soit mieux comprise.